

le journal

Fédération FO de la métallurgie



www.fo-metaux.org

Assemblée générale Airbus Group

Un avenir à construire

Les métallos FO du groupe Airbus se sont retrouvés à Marignane du 6 au 8 juin pour leur assemblée générale annuelle. La situation du groupe et celle du secteur aéronautique ont été au centre des débats, ainsi que l'actualité de notre organisation et les défis qui l'attendent.

France Fermetures - p.15
Un juste combat

PSA Vesoul - p. 16
Passage de relais

Vie de la Fédération - p.18
Résolution de la CA Fédérale

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.

Faites-nous part de vos expériences syndicales.

Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 9,88 euros

SMIC brut mensuel : 1498,47 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 311 euros par mois

(pour l'année 2018 : 39 732 euros)

Coût de la vie :

+0,4 % en mai (+0,4 % hors tabac) ;

+2 % en glissement sur les 12 derniers mois (+1,7 % hors tabac).

Chômeurs : 3 435 900

(catégorie A, publiés le 25 avril 2018)

Indice de référence des loyers :

127,22 (1^{er} trimestre 2018).

Taux d'intérêt (25 juin) :

-018 % au jour le jour.

3 Editorial

4 Le dossier

Assemblée générale Airbus Group :
un avenir à construire

4-11

15 Actualité sociale

Schneider Electric Telecontrol :
FO ne lâche rien

15

France Fermetures :
un juste combat

15

16 Actualité syndicale

USM de Haute-Savoie :
succession réussie

16

Passage de relais
chez PSA Vesoul

16

18 Infos

Résolution de la Commission
Administrative Fédérale

18-19

CNHI : la relève se prépare

19

IndustriALL Europe :
redynamiser l'Europe

20

Coordination Bosch :
viser la 1^{ère} place

20

21 Vos droits

Récapitulatif des Vos droits
publiés de 2016 à 2018

21

22 Jeux

Des métaux et des mots

22



Et toujours
l'information
en ligne sur...

www.fo-metiaux.com



Du bon et du moins bon...

Au niveau international, la taxation de l'acier et de l'aluminium, décidée le 31 mai par le président américain, est une déclaration de « guerre commerciale » à l'Europe. Ces taxes visent l'UE, le Canada et le Mexique. Le président américain, Donald Trump, avait annoncé en mars dernier des taxes douanières supplémentaires de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium, avant d'accorder des exemptions à certains alliés des Etats-Unis. Alors qu'elle en était exemptée jusqu'à présent, l'UE se voit imposer les taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. Il n'y aura donc pas eu d'accord de dernière minute. Nous n'oublions pas non plus les décisions du président américain sur l'Iran, avec leurs impacts négatifs sur l'industrie française, dont l'aéronautique et l'automobile. C'est purement du protectionnisme, et les instances européennes se doivent de réagir sous l'impulsion de la France pour faire en sorte de protéger l'industrie en Europe. Dans tous les cas, et pour FO Métaux, la France ne doit pas se priver de protéger son industrie.

Au niveau national, concernant la défense de l'industrie, le comité exécutif du 28 mai du Comité national de l'industrie (CNI) a labélisé 6 Comités stratégiques de filière (CSF), à savoir : Eau ; Mines et Métallurgie ; Industries pour la construction ; Industries des nouveaux systèmes énergétiques ; Valorisation des déchets ; Industrie électronique. Ces 6 CSF supplémentaires s'ajoutent aux 10 déjà labélisés en février. Afin de défendre au mieux l'industrie, deux nouveaux outils pour accompagner les CSF : un CNI Numérique, dont l'ambition est de protéger les industries dans leur futur avec le numérique, et un CNI international, dont l'objectif est de rassembler les acteurs publics et privés concernés par l'export en vue de dynamiser les exportations de l'industrie française. C'est un point sur lequel la France doit absolument progresser.

Dans l'attente des réunions des 16 CSF, le CSF Automobile s'est tenu le 22 mai. La filière automobile a ratifié un nouveau contrat stratégique avec le gouvernement pour la période 2018/2022. L'objectif est de faire décoller la voiture électrique, de tester les véhicules autonomes à grande échelle, d'améliorer le réseau d'équipement, de gérer la question de l'emploi et de prendre une option sur les technologies

d'avenir. A titre d'exemple, l'État promet 100 000 bornes supplémentaires d'ici 2022.

Au niveau des entreprises, le groupe Renault a décidé d'adapter ses usines à la voiture électrique, avec à la clé un investissement de plus de 1 milliard d'euros. Les usines de Douai, Flins, Cléon et Maubeuge devraient profiter de ces investissements. La France, en partenariat avec l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, sera la base industrielle pour la voiture électrique. Ces annonces et choix vont dans la continuité des accords de compétitivité signés par les représentants FO.

Dans le cadre de la reprise de STX France par l'italien Fincantieri, et de l'accord avec l'État français -qu'il conviendra de suivre et de surveiller de très près afin de garder le savoir-faire français et les compétences du secteur naval-, nous venons d'apprendre avec satisfaction que STX France va reprendre son ancien nom « les Chantiers de l'Atlantique ». Les commandes de quatre nouveaux navires et d'un paquebot ont été enregistrées, le tout pour un investissement de 3,5 milliards d'euros. Donc, un carnet de commandes plein jusqu'en 2026. Nous demandons que ces commandes soient entièrement fabriquées sur notre territoire.

Concernant le dossier Alstom Transport et sa reprise par Siemens, nous déplorons le manque d'information et de transparence du gouvernement sur le futur projet industriel car l'incertitude pèse sur ce fleuron du ferroviaire français. Sur General Electric, nous nous interrogeons sur le non-respect lié à la reprise de la branche énergie d'Alstom en termes de promesses non tenues de créations d'emplois. FO Métaux demande au gouvernement d'intervenir, de faire respecter l'accord et, s'il ne l'était pas, de faire appliquer la clause qui prévoit de faire payer 50 000 euros par emploi non créé.



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp. Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP : 0220s07170

Rédaction : Temps Forts

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Un avenir à construire

Les représentants des syndicats et sections syndicales d'Airbus Group se sont retrouvés pour leur assemblée générale annuelle à Marignane du 6 au 8 juin. En présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, des secrétaires fédéraux Philippe Fraysse et Gérard Ciannarella (également secrétaire de l'USM des Bouches-du-Rhône) et du secrétaire de l'UD13 Franck Bergamini, ils ont fait le point sur l'année écoulée, passant en revue les succès de notre organisation ainsi que les défis qui l'attendent, sans oublier d'évoquer le récent congrès confédéral de Lille.

Le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric

Homez est intervenu pour conclure les travaux de l'assemblée générale. Il a commencé par saluer les métallos FO de l'aéronautique, nombreux à avoir porté les couleurs du réformisme militant lors du récent congrès confédéral. « Malgré l'énorme pression sur les réformistes, vous avez tenu bon et des fédérations et unions départementales ont fait savoir qu'elles vous en étaient reconnaissantes », leur a confié Frédéric Homez. Il a précisé que si la métallurgie s'était livrée à une démonstration de force à Lille, c'était contrainte et forcée, afin de ne pas laisser d'autres imposer une ligne sans réagir. « Nous n'étions pas pour les lois Rebsamen, El Khomri et Macron, que nous avons combattues dans la rue. Mais pour quel résultat ? a demandé Frédéric Homez. Il fallait en tirer les conséquences et Jean-Claude Mailly l'a fait en acceptant la concertation sur les ordonnances. Malgré un travail pourtant remarquable, la trahison a commencé... Il faudra demain mériter notre confiance et notre fidélité, et les métallos n'oublieront jamais à qui FO doit d'avoir retrouvé son espace, son influence et sa crédibilité. » Après cette mise au point, il a rappelé que le président de la République n'étant pas « dans le camp des salariés », d'autres combats attendaient notre organisation, notamment sur les retraites, mais qu'il fallait réfléchir à la meilleure manière de les mener. Il a informé qu'à la demande de notre Fédération, un

**Frédéric Homez :
« mériter notre confiance »**



gnon

et les ministres concernés. Il s'est réjoui de la remise en place des Comités Stratégiques de Filières (CSF) où aucun sujet n'est laissé de côté et où la réflexion prend en compte les niveaux européens et mondiaux. « Si nous ne sommes pas d'accord avec l'ensemble des décisions prises, nous validons cependant la méthode, celle de la primauté du dialogue, qui nous permet d'être force de proposition. » C'est aussi cette philosophie qui a permis à notre organisation de devenir n°1 chez Airbus et Frédéric Homez a incité les métallos à poursuivre dans le même sens pour rester majoritaires, notamment dans la perspective de la mise en place des CSE. Il a poursuivi par un point sur la refonte en cours du dispositif conventionnel de la métallurgie. Actuellement, c'est la durée du travail, 3^{ème} thème sur les 10 arrêtés, qui est sur la table de travail, et le secrétaire général de notre Fédération est revenu en détail sur les positions de l'UIMM et les lignes rouges de notre organisation, en particulier sur les contingents d'heures supplémentaires, rappelant sa préférence pour des accords d'entreprise sur cette thématique en se référant aux accords de branche de 1998 et 2000. Il a conclu en exhortant les participants à poursuivre leur excellent travail de développement syndical, car « le meilleur rapport de force reste la création d'implantations et le recrutement de nouveaux adhérents. Nous aurons besoin de tout notre poids à l'avenir. »

groupe de travail confédéral avait été mis en place pour analyser les conséquences des différents mouvements sociaux et envisager de nouvelles formes d'action. Il est ensuite revenu sur la participation de FO au CNI, précisant qu'il était, sur mandat de la Confédération, membre du comité exécutif de cette institution et avait donc pour interlocuteurs Mati-



Pour toutes les photos de ce dossier © Alain Régent

FO Airbus Group

Philippe Fraysse : « une aéronautique à deux vitesses »

Le secrétaire fédéral Philippe Fraysse est intervenu pour un point sur le secteur aéronautique et les actions qu'y mènent FO, notamment dans le cadre du Conseil National de l'Industrie (CNI). Alors que les programmes actuels approchent de leurs trente années d'existence, il a rappelé la revendication de notre organisation pour le lancement de nouveaux programmes, nécessaires pour assurer non seulement l'avenir des emplois et des sites, mais aussi de l'ensemble de cette filière d'excellence qui contribue à la santé économique de la France. Les récents chiffres du GIFAS ont d'ailleurs montré qu'avec ses 190 000 salariés, l'aéronautique continue de battre des records dans tous les domaines. Il a cependant déploré que, face aux très bons résultats économiques d'Airbus et à la hausse continue des commandes, les salariés ne bénéficient que trop peu des fruits de leurs efforts alors que les dividendes ne cessent de croître. « Malgré cela, nous voyons année après année l'émergence d'un monde aéronautique à deux vitesses, a-t-il regretté : d'un côté les grands groupes, de l'autre les sous-traitants qui subissent la pression des montées en cadence mais aussi celle sur les coûts imposée par les donneurs d'ordre, et dont l'impact touche essentiellement les salariés dans leurs conditions de travail et de rémunération. »

Il a également prévenu de la fin d'un cycle industriel pour de nombreux programmes dans un avenir proche et de la mise au point de technologies de rupture qui modifieraient en profondeur l'industrialisation des produits, comme Ariane6 le vit déjà avec la concurrence de fusées réutilisables. Philippe Fraysse a ensuite évoqué le terrain social qui, avec la mise en place des CSE, subit d'importants changements. Saluant l'action de Jean-Claude Mailly pour éviter le pire lors de la réforme du code du travail, il a souligné l'importance pour les équipes syndicales de bien négocier cette transition. Enfin, Airbus Group évoluant dans un environnement mondialisé, il est revenu sur les liens entretenus par notre Fédération avec IndustriALL aux plans européen et mondial, mais aussi avec de nombreuses organisations syndicales dans les pays où l'avionneur est implanté. Il a conclu en appelant les métallos FO à rester mobilisés pour défendre notre pratique des relations sociales.



Gérard Ciannarella : « faire vivre notre réformisme »

Secrétaire fédéral mais aussi secrétaire de l'USM des Bouches-du-Rhône, Gérard Ciannarella s'est félicité à double titre de la tenue de cette assemblée générale Airbus dans le département qui compte près de 37 000 métallos et pas moins de 1 600 entreprises dans la métallurgie et plus particulièrement l'aéronautique. Dans ce cadre, il a rappelé la récente négociation menée sous l'impulsion de l'USM autour de la sous-traitance le bel accord territorial qui en a découlé. Alors qu'Airbus Marignane et Dassault rencontraient des difficultés, leurs sous-traitants connaissaient en conséquence de lourdes incertitudes quant à leur avenir. FO a, dans ce dossier, su faire passer plusieurs messages d'importance, et notamment celui-ci : plutôt que de céder aux facilités des licenciements économiques, il faut miser sur la formation et préparer les salariés à l'entreprise du futur en assurant leur montée en compétences. « Et c'est ce qu'a permis cet accord, s'est réjoui Gérard Ciannarella, en répondant aux attentes des entreprises et en préservant l'emploi. Voilà notre réformisme, qui est aussi une des clés de notre développement. » En effet, sur le 2^{ème} cycle de représentativité, FO Métaux s'est maintenue à la première place dans le département avec 29 % et un score actuel de près de 32 % pour le cycle en cours. Il a conclu en saluant les artisans de ce succès : les équipes syndicales FO.



Bienvenue à Marignane

Le DSC FO Airbus Helicopters Edwin Liard a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants sur le littoral méditerranéen. Vantant les valeurs de solidarité et de respect de notre organisation, appelant à faire primer le collectif sur l'individu en étant toujours capable de préférer l'union aux désaccords, il a réaffirmé sa « fierté d'être FO ». Face à la récente réforme du code du travail, il a souligné l'importance de penser collectivement et de ne pas se focaliser sur son seul site. « Notre responsabilité, chez Airbus et ailleurs, c'est de construire le dialogue social de demain », a-t-il déclaré.





Yvonnick Dreno : « le dernier rempart »

Le coordinateur FO Airbus Yvonnick Dreno est monté à la tribune pour un retour sur les douze derniers mois, « denses et intenses ». Les affaires de corruption et les départs qui ont suivi au sein de l'exécutif du groupe Airbus ont déstabilisé l'avionneur et les pénalités financières qui pourraient en découler risqueraient de peser sur les résultats pendant plusieurs années. Le dossier est d'autant plus consternant que la santé financière du groupe n'a jamais été meilleure, avec un chiffre d'affaires qui continue de flirter avec les nuages et une marge en progression constante. Si tous les voyants sont au vert, le coordinateur a déploré que les dividendes aient augmenté de 11 % sur la même période alors que les salariés, malgré la bonne politique salariale négociée par FO, ne sont clairement pas traités aussi avantageusement.

Au niveau de l'entreprise, entre le regroupement des directions générales via le projet Gemini, la mise en œuvre d'Adapt 1 et 2 chez Cassidian/Astrium, la poursuite de Pulse, le lancement d'Exo et le projet Alpha de suppression de postes financiers, les métallos FO n'ont pas eu le temps de s'ennuyer. FO continue de négocier et de signer de bons accords : participation, intéressement, évolution du PERCO et du CET fin de carrière, etc. Sans oublier ce qui est en cours, du télétravail à la QVT en passant par le droit syndical. Côté groupe, la convergence des divisions semble mener vers une politique de groupe plus aboutie. Entre les impératifs industriels et commerciaux et la chasse aux coûts, « ce sont les salariés qui ressentent le plus la pression et FO fait figure de dernier rempart pour les protéger, a déclaré Yvonnick Dreno. Entre national et local, à nous de concilier la marge de manœuvre et d'action de chacun avec nos objectifs collectifs pour être efficaces. »

Enfin, il a expliqué que la coordination s'était engagée sur une stratégie de communication plus offensive et avait renforcé sa présence sur les supports multimédia. « Les salariés attendent de nous du concret sur la vie de l'entreprise, sur leur carrière, leur salaire. FO doit se positionner comme source d'informations, d'échange et de réflexion », a-t-il plaidé, rappelant qu'il n'y avait pas de petites actions pour construire la victoire syndicale.



Marc Ambiaux : « les salariés attendent des réponses »

Le président FO du comité européen du groupe Airbus Marc Ambiaux a débuté son intervention en exprimant son indignation devant l'attitude de certains militants FO au congrès confédéral de Lille vis-à-vis de Jean-Claude Mailly et a salué le soutien sans faille que lui ont témoigné les métallos FO et Frédéric Homez. Il a ensuite tiré la sonnette d'alarme quant à la situation d'Airbus, « qui n'est pas bonne, malgré les dires de nos décideurs. » Problèmes de motorisation sur l'A320, absence de commandes sur l'A380, inquiétudes sur les A350 et A330, incertitudes sur l'intégration des C-Séries de Bombardier, sans oublier les conflits avec de nombreux gouvernements et la guerre commerciale qui se profile avec les Etats-Unis, le manque de visibilité sur l'implantation du groupe et son empreinte aux échelles mondiales et européennes, le flou des investissements pour la R&D : « Les salariés attendent des réponses industrielles et commerciales concrètes », a prévenu Marc Ambiaux.

Face à la nouvelle organisation à venir du groupe, entre Airbus Avions et Airbus HQ, FO va devoir s'assurer de l'adéquation entre la répartition des charges industrielles et la capacité des sites, mais aussi insister pour que chaque implantation ne soit plus spécialisée dans un seul programme « pour ne pas être à la merci des coups de vents et des PSE. »

Il a également pointé l'impact de la digitalisation et les besoins de formation des salariés, les problèmes d'embauche récurrents face aux montées en cadence. Pour traiter tous ces dossiers, le comité européen fait flèche de tout bois mais les « affaires » ne leur facilitent pas la tâche, « les décideurs se barricadent et fuyant nos réunions ». Marc Ambiaux a conclu en appelant les métallos à rester exigeants et mobilisés, car aujourd'hui, c'est l'avenir du groupe qui est en jeu.



Interventions des délégués

« unis et fiers d'être FO »



**Aurore Lacroix,
Stelia Rochefort**

« Nous subissons une forte instabilité au plan industriel car les nombreux changements au niveau du management ralentissent la prise de décisions. En résulte un manque de visibilité inquiétant pour les salariés.

Entre les baisses de cadence sur le « long rang » et les problèmes sur l'A320, les conditions de travail s'en ressentent. Sur l'activité cabine, les commandes rentrent mais les retards s'accumulent et on ne sait pas si la rentabilité des programmes sera tenue. Voilà trop longtemps que les salariés encaissent ces dysfonctionnements, ce qui cause tensions et accidents et au lieu de régler ces problèmes notre direction perd son temps en futilité, traquant par exemple le non-respect du port des vestes de travail. Nous avons dépassé les 900 salariés mais malgré des embauches le recours à l'intérim demeure trop élevé, avec pour conséquence la perte de nos compétences. Sur la syndicalisation, nous avons du mal à convaincre les cadres et à combattre les idées reçues. Enfin, nos relations avec les RH sont chaque année plus compliquées mais nous tenons bon. »



**Jean-Christophe Pinel,
ATR Toulouse**

« ATR continue de grandir et d'enregistrer des commandes mais la situation avec l'Iran nous inquiète car cela pourrait nous coûter jusqu'à 15 % de notre production. Concernant le dialogue social, nous avons

changé d'échelle. Aujourd'hui nous sommes face à de nouveaux patrons et RH qui changent notre entreprise. FO est présent à tous les étages, connaît les interlocuteurs et les problèmes, et peut ainsi débloquer beaucoup de situations. Néanmoins, nous devons muscler notre communication. Reste que nos dirigeants préfèrent jouer sur les bonus et les primes plutôt que sur la pratique contractuelle chère à FO. A nous de leur rappeler les fondamentaux ! Nous sommes également attentifs au burn-out, qui a fait son apparition chez nous. Même si nous ne savons pas ce que réserve l'avenir pour ATR, nous restons convaincus d'être sur un créneau porteur dans l'aéronautique. Il faut donc qu'une véritable ambition industrielle soit appliquée à ATR. »



**Frédéric David,
Airbus Saint-Nazaire**

« Si le congrès de Lille a mis l'accent sur nos différences, nous constatons sur le terrain que notre conception du syndicalisme libre et indépendant est partagée par un nombre croissant de salariés, comme le montre

nos succès aux élections professionnelles. Ne laissons pas notre réformisme être un bouc-émissaire. Nul doute que le dossier des retraites nous rassemblera. Au plan industriel, nous connaissons bien la complémentarité de nos sites. Il faut qu'au plan syndical elle nous permette de défendre efficacement ces derniers. Car chez nous, la direction, dans sa volonté de fiabiliser la livraison des A320, nous promet une robotisation des chaînes, avec des salariés cantonnés à son entretien. La chasse aux coûts fait rage mais une nouvelle étape est en train d'être franchie alors même que la montée en cadence de l'A320 impacte lourdement les salariés. Nous avons demandé et obtenu des groupes de travail sur les risques et opportunités des nouveaux horaires qui en découlent. Continuons de nous battre et d'apporter du plus aux salariés. »



**Philippe Bonnaire, Airbus
Helicopters, Le Bourget**

« La dernière phase du déménagement de La Courneuve vers Le Bourget, un site industriel neuf, moderne et performant, s'est bien passée mais nous manquons de charges. La cession de notre activité structures n'est

toujours pas compensée et les difficultés du secteur hélicoptères n'aident pas. Heureusement, 45 de nos salariés ont bénéficié d'une mobilité groupe, ce qui permet de traverser ce creux moins difficilement. Nous constatons également que le management s'est durci et que l'esprit familial de notre entreprise est resté à La Courneuve. Avec les baisses d'effectifs liées aux plans Adapt, nous avons également perdu des compétences et les salariés qui restent s'épuisent pour tenir le rythme, d'autant que l'activité repart sur le NH90 et que d'autres programmes vont monter en cadence. Alors que les élections professionnelles approchent pour la mise en place des CSE, nous allons tout faire pour progresser et comptons sur le futur accord de droit syndical pour tirer le meilleur des nouvelles règles. »

Les métallos qui sont montés à la tribune pour des interventions de qualité ne manquaient pas de sujets à aborder.

Entre le congrès confédéral de Lille, les problèmes liés à la sous-traitance, la future mise en place des CSE, la stratégie industrielle et les négociations en cours, ils ont brossé un tableau très complet de la situation économique, sociale et industrielle au sein du groupe Airbus.



Tony Peret, Stelia Méaulte

« L'année 2017 aura été celle d'une importante activité sociale et industrielle, avec des objectifs toujours plus ambitieux à gérer en même temps que le redéploiement consécutif au ralentissement du programme A380. Avec le projet « usine du futur », Méaulte est à présent reconnu tant pour ses compétences que pour ses capacités d'adaptation. FO, pour sa part, veille aux intérêts des salariés et combat toutes les remises en cause de leurs droits : conditions de travail, rémunération, heures supplémentaires... Nous sommes

souvent les seuls à nous battre mais aussi à proposer des solutions. Nous produisons chaque année plus de pointes avant mais nous sommes proches de la surchauffe : sur l'A320 nous réalisons une pointe toutes les 4h30 ! Les 39 embauches de 2017 sont insuffisantes et le recours à l'intérim toujours trop fort. Il faut embaucher les jeunes du lycée Potez ainsi qu'une partie des intérimaires pour ne pas épuiser les formateurs et garder nos compétences. Les sujets requérant notre vigilance ne sont pas près de manquer. »



Jean-Marc Escourrou, Airbus SAS Toulouse

« Avec près de 8 900 salariés, nous sommes le deuxième établissement du groupe et notre syndicat a récemment fêté son millième adhérent. Avec le futur accord de droit syndical, nous jouons gros car nous disposons de 14 mandats lourds. Nous sommes également favorables à la mise en place d'une UES, mais lors de nos récentes élections professionnelles nous avons essuyé les attaques des autres organisations syndicales sur ce sujet. Heureusement, nous pouvons compter sur le soutien de notre

coordination. FO a toujours prôné un dialogue social franc et honnête mais aujourd'hui, alors que la direction ne joue pas le jeu, ne respecte pas les accords, lance des négociations au jour le jour et se moque des salariés, nous constatons que nous n'avons pas de partenaire pour dialoguer. Cette situation n'est pas acceptable et nous utiliserons tout notre poids pour la faire changer. »



Frédéric Planche, DSC Airbus DS

« S'il faut féliciter notre Fédération d'avoir su tenir nos positions au congrès confédéral de Lille, il faut aussi se pencher sur les statuts de notre Confédération afin que le nombre de voix corresponde à la taille des syndicats... Chez Airbus Defense&Space, la grande variété d'activités se traduit notamment par des problèmes sur de nombreux programmes même si nous avons toujours des embauches. Le marché des satellites et télécoms cherche son modèle

Le mot de l'UD



Le secrétaire de l'UD13 Franck Bergamini, ami de longue date de notre Fédération, a pris la parole pour souligner le poids des métallos dans le département et salué la vitalité de leurs débats, qui fait aussi celle de notre organisation.

Si Marignane est la plus importante implantation de FO dans les Bouches-du-Rhône, « FO Airbus incarne la fierté de notre organisation au plan national, par le travail de ses militants, l'efficacité de son développement et une fidélité à nos racines que les équipes syndicales ont su allier à une grande modernité. » Remerciant les métallos FO d'Airbus Helicopters pour leur participation active à la vie de l'UD, il n'a pas caché que face aux nombreuses échéances interprofessionnelles à venir et qui menacent parfois le syndicalisme, leurs forces seraient plus que nécessaires.

économique avec pour conséquence une baisse des commandes. Il nous faudra mettre les bouchées doubles pour tenir le planning sur « One Web », la constellation de satellites électriques en orbite basse à lancer cette année. Beaucoup de filiales défense sont sorties de notre périmètre, celles qui restent sont au bord de l'épuisement et nous demandons toujours la réintégration de SLC, en vente depuis quatre ans. Au plan salarial, nous avons obtenu une petite hausse après beaucoup d'efforts. Sur les statuts, nous sommes dans la partie

Dominique Delbouis : « l'enjeu colossal du droit syndical »



Porte-parole de la négociation sur le droit syndical dans le groupe Airbus pour FO, Dominique Delbouis a fait le point sur ce dossier crucial pour les métallos FO. Finis les DP, CHSCT et CE, c'est un peu plus de 80 ans de l'histoire syndicale de notre pays qui disparaît. Place au CSE et au CSSCT. La loi propose les conditions supplétives aux négociations d'entreprise. Supplétives ? « Ce sont les règles de représentativité qui s'appliqueront si un accord majoritaire n'est pas conclu dans l'entreprise, a répondu Dominique Delbouis. Pour une entreprise de plus de 50 salariés, c'est la moitié de nos moyens de représentation des salariés qui peuvent disparaître si nous n'arrivons pas à un accord. Vu le niveau extrêmement bas des mesures supplétives, Devinez à qui profite le rapport de force... » Il a ensuite rappelé que l'accord de droit syndical négocié et signé par FO en 2009 avait octroyé des moyens supérieurs à ce que prévoyait alors la loi, soit près de 1 200 mandats dans le groupe. Pour FO, la position est claire : c'est cet accord qui constitue la base de départ des

actuelles négociations. « L'enjeu est colossal pour FO, qui pèse plus de 38 % dans le groupe », a prévenu Dominique Delbouis. Il a assuré les militants de l'intransigeance de l'équipe de négociation et de sa détermination à obtenir un accord permettant de maintenir au maximum les moyens humains nécessaires à notre syndicalisme libre et indépendant et efficace.

dure des négociations. Nous attendons beaucoup du futur droit syndical car nous allons avoir besoin de tous les moyens possibles.»



Frédéric Libert, Arianegroup

« Le congrès de Lille laissera des traces. Le manque de respect à Jean-Claude Mailly et le fossé qui s'est creusé entre deux camps sera long à combler. Au plan industriel, ArianeGroup se porte bien malgré des problèmes sur Ariane6 dues à une concurrence féroce qui nécessiterait un meilleur soutien de l'Europe. Le projet de réorganisation « Agile » n'aide en rien en remplaçant les managers par des coordinateurs techniques dont personne ne sait s'ils sont pérennes. Ce qui ressemble à une chasse au doublon n'a pas de cohérence industrielle et nous devons être vigilants pour en atténuer l'impact sur l'entreprise et les salariés. Parmi eux, les cadres sont toujours plus nombreux mais sont sous-employés, ce qui fera des déçus. Nous peinons néanmoins à les attirer. Avec la mise en place des CSE, nous avons 18 mois pour convaincre et reprendre notre place, par la négociation, le terrain et la communication, mais aussi en prenant appui sur les valeurs auxquelles nous sommes fidèles.»



Josette Raynaud, Airbus Opérations Toulouse

« Sujet transverse et incontournable quand on parle d'égalité salariale, l'égalité professionnelle est un thème sur lequel FO doit continuer d'agir dans toutes les filiales. Nos accords sur l'égalité professionnelle et le handicap montrent bien les avancées que notre organisation a été capable d'obtenir. Nos revendications légitimes et novatrices ont permis d'obtenir des mesures importantes, comme les jours pour les salariés aidants familiaux, étendus aux parents en perte d'autonomie. Les lignes bougent car les hommes sont de plus en plus concernés par ces problématiques.

Mais si le principe « à travail égal, salaire égal » est inscrit depuis 45 ans dans la loi, il faut à présent passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats et les futurs dispositifs obligeront les entreprises à agir. Au niveau de la formation professionnelle, il faut faire davantage pour les temps partiels, mais il faut également maintenir et renouveler les compétences, surtout dans un monde où le numérique chamboule tout. Même si nous sommes moteurs sur ces sujets, la syndicalisation des femmes reste difficile et ce n'est pas seulement en les écoutant et en les aidant mais aussi en leur faisant plus de place que nous y parviendrons.»



Stéphane Bizot, Stelia Saint-Nazaire

« Avec le nouveau schéma directeur qui nous apporte 18 millions d'euros d'investissements et la réorganisation de l'atelier via le projet Pepite, notre situation est plutôt bonne et les interventions de FO n'y sont pas pour rien. Les embauches se poursuivent mais nous déplorons un recours toujours trop élevé à des prestataires qu'il faudrait embaucher, notamment pour ne pas perdre toutes les années de formation qui leur ont été dispensées. Même la direction commence à reconnaître que cela va trop loin ! Nous avons plus de mal sur la promotion sociale car l'ascenseur semble bloqué, malgré les attentes légitimes des salariés. Enfin, la mise en place des CSE va bouleverser le paysage syndical et même si nous avons confiance dans notre

équipe de négociateurs sur le droit syndical, nous restons inquiets car les autres syndicales ne sont pas fiables et que nous sommes trop seuls à défendre les salariés et l'industrie.»



Jean-François Knepper, DSC Airbus commercial aircraft

« Le congrès de Lille a montré les divisions de notre organisation et nous savons tous les dangers qu'elles portent. Mais chez Airbus, FO parle d'une seule voix et

la direction a raison de craindre notre efficacité retrouvée. Nous allons en avoir besoin car les chantiers ne manquent pas, entre le droit syndical, la stratégie industrielle, l'emploi, les salaires. Nous obtenons toujours de bons niveaux de politique salariale mais la direction tend chaque année à privilégier les actionnaires au détriment des salariés. Pourtant, alors que la production et le chiffre d'affaires augmentent, la charge des salaires ne cesse de baisser. Cet écart s'explique par l'amélioration de la productivité et de la compétitivité grâce aux efforts des salariés, c'est pourquoi nous n'accepterons jamais une politique salariale au rabais ! Nous vivons un paradoxe industriel : avec 10 ans de commandes devant nous, nous ne parvenons plus à suivre les montées en cadence car nos fournisseurs sont à la peine. Si seulement la plupart n'avait pas été externalisée... La réintégration de Stelia est d'ailleurs toujours une de nos revendications et face à une situation en perpétuelle évolution, nous devons rester force de propositions et affiner nos demandes.»



Gregory Vernon, Airbus DS SAS Elancourt

« Malgré une situation économique en amélioration et des embauches, la question de la pérennité de notre site reste posée. La fin de l'activité drone, pourtant porteuse, est synonyme de

dispersion de nos collègues et de pertes de compé-

Chapeau l'organisation !

Les participants ont chaleureusement félicité l'équipe syndicale d'Airbus Helicopters Marignane et les nombreux militants qui sont venus prêter main-forte pour l'organisation de cette assemblée générale. L'ambiance à la fois conviviale et studieuse qu'ils ont su créer a largement contribué à la réussite de ce grand rendez-vous aéronautique. Encore bravo !



tences. La suite des CHSCT nous inquiète et l'échec total du projet Pulse, dont les salariés ne comprennent pas l'intérêt, ne nous rassure en rien. Depuis que le management a repris la main sur le sujet, les formations sont en chute libre et nous avons perdu nos marges de manœuvre. La révolution numérique dont on nous rebat les oreilles a tout de l'incantation mais concrètement, nul ne peut dire ce qui va se passer. Nous ne pouvons pas nous contenter d'agir sur la fiche de paie. C'est à nous qu'il revient d'entendre la souffrance croissante des salariés et d'agir sur ses causes. Le dossier QVT souffre du même travers que celui du numérique : tout est fait de manière désordonnée, sans cohérence ou évaluation, avec des outils inadaptés. Là encore, nous avons beaucoup à faire. Le congrès de Lille, au-delà de nos divisions, a montré la nécessité de resserrer nos liens et nous pouvons nous féliciter de l'unité de notre coordination. »



Jean-Damien Bloquet, DSC adjoint Airbus DS

« Issue de la loi Rebsamen de 2015, que FO avait combattue, la QVT nous oblige à négocier un accord unique sur l'organisation du travail, son contenu, la question du bien-être, l'équilibre entre vie privée et professionnelle, l'égalité homme/femme, les risques psycho-sociaux, etc. Il est assez étrange de devoir négocier ce qui relève de la bienveillance et de l'obligation de l'employeur de veiller à préserver l'intégrité de ses salariés alors que le mal-être psychologique n'a jamais été aussi fort et n'a jamais fait autant de dégâts. Bien que nous

soyons mis devant le fait accompli par le monologue social, cela pose tout de même la question des responsabilités dans la gestion de ces thématiques. Sur le télétravail, sujet périphérique de la QVT, il est nécessaire de parvenir à un accord groupe. Ceux signés par Airbus Defense&Space ou par Stelia constituent de bons exemples de ce qui peut et doit être fait en la matière. Attention cependant à bien prendre en compte le droit à la déconnexion, bien différent de la « connexion choisie » dont parle la direction, dans cette négociation. »



Xavier Pesson, DSC MBDA

« Nous traversons une passe difficile sur le plan industriel car, malgré un bon niveau de commandes et des perspectives de contrats, d'importants investissements et des embauches, nous avons du mal à livrer car nos sous-traitants ne suivent plus. Nous avons d'autant plus de mal à fournir des équipements de défense que nous ne pouvons pas choisir nos coopérants, qui nous sont imposés par la DGA dans l'intérêt de la filière missiles française. Gagner de nouveaux contrats à l'export dans ces conditions s'avère compliqué.

Cette année, nous avons négocié et signé de nombreux accords : formation des bac+2/+3, prévoyance, GPEC, droit à la déconnexion et bien sûr salaires. Nous avons fini à 3 % mais MBDA pratique une politique salariale largement individualisée qui tient du saupoudrage. Nous travaillons toujours sur le droit syndical, l'intéressement et l'abondement Perco. Avec le renouvellement près de 30% de nos effectifs depuis 2015, dont une majorité de cadres, nous sommes en difficulté dans la perspective des prochaines élections, notamment sur le Plessis-Robinson. Enfin, concernant le congrès de Lille et la ligne politique qui y a prévalu, nous savons que notre pragmatisme reprendra le dessus au fil des combats. »



Bernard Tachaires, DSC ArianeGroup

« Le congrès confédéral de Lille n'a pas montré les meilleurs aspects de FO mais j'en retiens malgré tout la forte présence de militants de terrain convaincus ainsi que la belle solidarité de notre Fédération et des métallos FO avec Jean-Claude Mailly. Soyons fiers d'avoir montré et défendu notre vision du syndicalisme ! Côté ArianeGroup, Ariane5 effectuera son 100ème vol en juillet et sera progressivement remplacée par Ariane6. Cela étant, le carnet de commandes n'est pas au rendez-vous face à une concurrence féroce où les USA ont décidé de jouer la préférence nationale, privée comme publique.

L'Europe a soutenu la création de notre entreprise par Airbus et Safran pour disposer d'un accès permanent et indépendant à l'espace mais les pays de l'Union, là où ils devraient nous confier leurs satellites, ne soutiennent pas. Pendant ce temps, SpaceX vend à prix d'or ses lancements aux USA, ce qui lui permet de casser les prix en Europe et de nous asphyxier. Cela doit changer ! Le dossier du statut social d'ArianeGroup, au bout de deux années de négociations, n'est toujours pas bouclé. Les différences de culture entre les salariés des deux entreprises ralentissent la construction d'ArianeGroup mais FO est sur tous les fronts pour y parvenir. »



Bruno Reynes, Airbus Opérations, Toulouse

« Lille a donné de nous l'image d'une famille divisée qu'il va falloir ressouder au plus vite. Chez Airbus, si notre situation est plus enviable et unie, nous faisons face à des attaques contre le syndicalisme de la part du

monde politique et patronal. Ce n'est pourtant pas à eux de définir nos missions et nos moyens, mais c'est que la loi prévoit désormais et il faudra continuer de la contester, comme les élections professionnelles nous en donnent la légitimité, de même que notre indépendance. Pour le moment, nous sommes très pris par la négociation sur le droit syndical, mais il ne faut pas oublier de réfléchir à notre syndicalisme. Le patronat veut plus que jamais briser notre influence, nous amener à valoriser ses objectifs et ses méthodes, bref nous diriger vers un syndicalisme d'accompagnement. Dans notre dossier, c'est toute notre identité qui se joue ! Sur la QVT, la prudence est de rigueur car c'est la porte ouverte aux expérimentations hasardeuses dans l'entreprise. Sur la politique salariale, si le résultat est bon, la méthode l'est moins. Nous devons renforcer notre solidarité et adopter une logique groupe pour user pleinement de notre poids. »



Dany Devaux, DSC Stelia

« Le congrès de Lille a beau avoir été houleux, nous pouvons rester fiers d'être FO car nous avons assumé notre rôle en défendant notre réformisme, en accord avec notre Fédération. Sur la politique salariale, nous faisons tous le

même constat : il faut être unis et coordonnés face aux directions, sans quoi nous perdons inévitablement des points alors pourtant que nous sommes incontournables. D'autant que la direction commence à ne plus jouer le jeu, refusant par exemple de déclencher la clause de rendez-vous signé l'an dernier, et que nous

devons défendre. Nous continuons de négocier et de signer des accords, comme sur la QVT ou la GPEC, même si la rupture conventionnelle collective reste un sujet de débat. Industriellement, nous pourrions reprendre prochainement des charges fabriquées en Chine, mais attention : la direction de Stelia Méaulte se positionne aussi sur des charges en provenance d'Airbus Saint-Nazaire. Tout cela est possible en grande partie grâce aux efforts des salariés et nous n'en avons pas honte mais cela n'en reste pas moins du dumping social et il est urgent d'élaborer ensemble au sein de la coordination une stratégie face à la direction pour aider le site de Saint-Nazaire. »



Benoit Michaud, Airbus Nantes

« Le 1^{er} mars dernier, nous avons renouvelé nos instances et adopté nos nouveaux statuts. Notre objectif : la syndicalisation et le redéploiement sur le terrain. Nous devons absolument accroître notre représentativité pour contrer les attaques contre le syndicalisme. Les salariés attendent de nous que nous défendions efficacement leurs intérêts et leurs acquis, mais pour les convaincre de nous rejoindre, nous devons avant tout nous appuyer sur les valeurs qui fondent notre identité : la liberté, l'indépendance et le réformisme.

Nous sommes plus motivés que jamais et savons pouvoir compter sur l'aide de notre coordination et de notre Fédération. »



Sylvain Dolza, DSC adjoint Airbus Helicopters Marignane

« Le bilan 2017-2018 est mitigé. Nous avons obtenu une politique salariale de bon niveau mais avons subi deux plans de départs volontaires et le changement de direction nous laisse dans le brouillard quant à la stratégie industrielle. Entre le gel des nouveaux programmes, les transferts d'activités et le découpage hasardeux de l'existant, nous risquons un impact majeur sur l'emploi. La direction voudrait nous imposer un changement de culture d'entreprise mais quand on voit que le « speak up », à savoir reconnaître

quand une erreur est commise, se transforme en système de sanctions et de délation, le changement n'est pas très engageant... L'échec de Pulse, qui devait pourtant donner transparence et lisibilité à nos rapports, incite également à la prudence. Alors que les négociations se multiplient, ne confondons pas vitesse et précipitation. »



Bernard Santucci, président de la MSAé

« Nous avons beaucoup travaillé pour définir des objectifs communs entre les différentes mutuelles FO et nous avons encore beaucoup à faire pour harmoniser nos contrats et offrir les meilleures options aux salariés. La fusion MSAé-MAB a été validée fin 2017 mais nous voulons voir plus loin et envisager un rapprochement avec d'autres mutuelles. Mais pour cela, nous avons besoin de lignes directrices claires. Cela permettrait : de sortir de la tutelle de l'ACPR, l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance, qui est coûteuse ; de rendre de la disponibilité à nos administrateurs, surchargés par les demandes d'expertise sur les CSE ; de résister à des directions qui nous mettraient bien dehors, nous privant ainsi de nos permanences de proximité. Nous devons garder la logique de service qui fait partie de nos fondamentaux et anticiper les prochains grands mouvements. »

Invité



Stéphane Carré, coordinateur Mecachrome

« Le sort réservé à Jean-Claude Mailly lors du congrès de Lille est indigne de notre organisation et c'est l'honneur des métallos que de l'avoir si fermement soutenu. Nous restons au centre du jeu et c'est à notre Fédération et à son secrétaire général que nous le devons. Chez Mecachrome, nous poursuivons notre développement même si les implantations toujours plus nombreuses en pays low-cost sont lourdes de menaces pour les sites français. Nous avons réussi de bonnes NAO l'an dernier

mais l'accord sur la QVT en cours de négociation demeure difficile à appréhender. Le processus de vente de Mecachrome tire les prix vers le bas et nous nous inquiétons de pouvoir conserver les contrats avec Airbus ou Safran. Nous avons besoin de toute l'aide que vous pourrez nous apporter pour éviter que l'opération ne débouche sur de la casse industrielle et sociale. »





**[FO Métaux souhaite de bonnes vacances
à tous les métallos et à leur famille.]**

**Pour tout renseignement,
contactez votre délégué FO Métaux**



Épargne salariale et retraite

Protéger l'avenir
des salariés

 **Humanis**

Protéger c'est s'engager

| INTER EXPANSION - FONGEPAR

APPUYEZ-VOUS SUR NOTRE EXPERTISE DU DIALOGUE SOCIAL

Le groupe de protection sociale Humanis est le **1^{er} acteur paritaire** en épargne salariale.

ACCOMPAGNEMENT ET CONSEIL

- Nous réalisons avec vous un diagnostic de l'entreprise.
- Nous vous apportons les conseils nécessaires à l'optimisation de votre dispositif, en phase avec vos enjeux.
- Nous vous informons de toutes les évolutions réglementaires et vous indiquons les nouvelles opportunités à saisir.

GESTION ET SUIVI DU DISPOSITIF

- Nous construisons avec vous le dispositif adapté à l'entreprise et assurons votre suivi.
- Vous disposez d'une équipe et de moyens de gestion intégrés, et d'une expérience de plus de 45 ans.
- Vous rencontrez nos gérants lors des conseils de surveillance qui vous expliquent les évolutions des marchés.

DÉCOUVREZ VOS LEVIERS DE NÉGOCIATION

L'épargne salariale et retraite **fait l'objet d'une négociation avec les organisations syndicales ou le comité d'entreprise** (ou un émargement direct des salariés lorsqu'il n'y a pas de représentation).

En tant que négociateur, vous pouvez par exemple agir sur :

- **L'Accord de Participation** : les modalités de répartition ;
- **L'Accord d'Intéressement** : les objectifs collectifs à atteindre et la répartition ;
- **le PEE et le PERCO** : les règles d'abondement, la passerelle avec les jours de congés et les FCPE retenus ;
- **l'optimisation des accords** : l'utilisation du Supplément de Participation ou d'Intéressement.

L'épargne collective fait partie de la protection sociale des salariés

En complément du salaire, qui demeure le point fondamental de vos négociations, l'épargne salariale et retraite dispose de nombreux atouts pour les salariés.

COLLECTIF

L'épargne salariale et retraite permet aux salariés de se constituer une épargne pour leurs projets personnels (PEE) ou préparer leur retraite (PERCO) dans le cadre collectif de l'entreprise.

AVANTAGEUX

Les salariés épargnent dans un cadre fiscal et social attractif. De plus, les frais de gestion administrative sont totalement pris en charge par l'entreprise.

RESPONSABLE

Grâce au CIES (Comité Intersyndical de l'Épargne Salariale), vos salariés investissent dans des fonds à gestion socialement responsable.

**Votre interlocuteur régional
Épargne salariale et retraite**

Christophe JUSTE

01 46 84 55 43

christophe.juste@humanis.com

Schneider Electric Telecontrol : FO ne lâche rien

Lorsque la direction de Schneider Electric Telecontrol a dévoilé, fin avril, son projet de fermeture du site, le choc a été rude pour les 76 salariés, répartis entre le laboratoire de recherche et développement et la production. Objectifs : arrêter début 2019 les activités de production de l'usine, qui fabrique et distribue de systèmes de téléconduites pour réseaux à moyennes tensions et transférer la recherche vers le futur technocentre Energie de Grenoble, qui doit regrouper à terme la R&D et Fonctions Support de Schneider Electric. Pour FO, l'opération pose plusieurs problèmes. D'abord, pour les 46 salariés de la production, seulement 24 postes sont proposés pour un reclassement. « Il est impératif de proposer une solution pour chaque salarié », tonne Emmanuel Da Cruz, coordinateur FO Schneider, venu soutenir les métallos dans leur mobilisation du 6 juin. Autre souci : l'éloignement géographique. Pour les salariés de la R&D et Fonctions Support, le transfert à Grenoble signifie un aller/retour quotidien avoisinant les 200 kilomè-

tres, là où du télétravail serait plus adapté. Pour ceux de la production, invités à rejoindre d'autres sites Schneider Electric à Mâcon et Carros/Privas, il faut même envisager un déménagement...

« Les mesures d'accompagnement de ce projet ne sont clairement pas à la hauteur de ce que Schneider sait et peut faire, s'indigne Emmanuel Da Cruz. C'est d'autant plus inacceptable que cette fermeture n'est, dans le fond, absolument pas justifiée. » Première organisation syndicale du groupe Schneider, FO est donc allé à la bataille, mobilisant sur le terrain le 6 juin et intervenant aussi au niveau de la direction centrale du groupe pour trouver enfin des solutions adaptées. Au moment où se finalisaient les négociations, dans les derniers jours de juin, les métallos n'excluaient pas une nouvelle mobilisation et, en fonction des propositions de la direction, de ne pas signer le PSE... Le mot d'ordre est simple : personne ne doit rester sur le carreau.



Face à une situation bloquée depuis plusieurs semaines, les salariés de Schneider Electric Telecontrol, près de Lyon, n'ont pas eu d'autre choix que d'aller au rapport de force le 6 juin dernier. Soudés derrière notre organisation, ils exigent des mesures d'accompagnement dignes de ce nom dans la perspective de la fermeture de leur site.

France Fermetures : un juste combat

Pour obtenir la juste rétribution de ses efforts, il faut parfois aller au conflit. C'est ce que les métallos de France Fermetures, dans la Creuse, ont fait en avril et mai. S'ils n'ont pas obtenu le 13^{ème} mois qu'ils revendiquaient, ils ont cependant décroché une augmentation de salaire et des primes, avec l'aide de l'UD et de notre Fédération.

Le feu couvait depuis longtemps chez France Fermetures avant d'exploser en avril dernier. Les salariés de ce spécialiste du volet roulant situé à Boussac (Creuse) et leur direction entretenaient des rapports tendus depuis 2012. A l'époque, une autre grève avait débouché sur un contentieux financier, la direction ayant refusé le paiement des heures de grève, qui n'avait été tranché par la justice qu'en 2017. « Entretemps, la direction avait continué à mettre la pression sur les salariés à la moindre occasion et à ne pas jouer le jeu, se souvient le secrétaire de section syndicale FO Wilfried Lang. Lorsqu'ils ont voulu aller à la bataille sur le 13^{ème} mois en avril, ils ont relâché au passage la colère accumulée depuis trop d'années. » Et quelle colère ! Près de 97 % des 150 salariés se sont mis en grève pour réclamer cette augmentation de salaire. La direction accepte très rapidement de négocier mais, une fois de plus, tente de flouer les salariés : le 4 mai, jour annoncé de l'ouverture des négociations, elle gèle le processus. « Les salariés ont vu rouge, explique Wilfried Lang. Ils ont totalement bloqué le site pendant une semaine. »

Le coup -et le coût- est telle que des représentants du groupe SFPI, principal actionnaire de France Fermetures, se précipitent à Boussac pour tenter d'éteindre le feu, tandis que sur les trois autres sites de l'entreprise (Massay et Vierzon, dans le Cher, et Capdenac, dans le Lot), les salariés observent avec attention la situation.



Les discussions, préparées avec l'aide du secrétaire fédéral Paul Ribeiro, débouchent sur une augmentation de salaire de 2 % en moyenne, ainsi que sur une revalorisation significative de l'intéressement. « Avec FO, les métallos savent qu'ils ne se sont pas battus en vain et qu'ils ont obtenu une hausse de leur pouvoir d'achat, conclut Wilfried Lang. Ils ont montré qu'il fallait compter avec eux et restent fiers de leur entreprise. » Depuis, FO ne cesse de voir arriver de nouveaux adhérents et n'en prépare que plus activement les prochaines élections professionnelles, consciente des attentes des salariés et bien décidée à continuer de les défendre.

USM de Haute-Savoie : succession réussie

Les métallos de Haute-Savoie se sont retrouvés à Annecy le 5 juin pour le congrès de leur USM. En présence des secrétaires fédéraux Nathalie Capart et Gérard Cianarella ainsi que du secrétaire de l'UD74 Stéphane Renaud, ils ont organisé la succession de Yasmina Zairi, remplacée par Georgia Bertrand, et ont évoqué l'avenir de leur USM.

Le dynamisme et la solidité d'une USM dépendent avant tout de la force de l'équipe qui l'anime, et en Haute-Savoie, notre Fédération peut compter sur un collectif efficace, dont la secrétaire fédérale Nathalie Capart a d'ailleurs salué la qualité lors du congrès du 5 juin. Le rapport d'activité n'a fait que confirmer le constat, montrant l'important travail effectué par les membres de l'USM, tant au niveau du département dans les nombreuses commissions où ils représentent FO, qu'aux côtés des équipes syndicales présentes dans les différentes implantations de Haute-Savoie. Les métallos FO ont remercié l'UD74 et son secrétaire général, avec lesquels ils entretiennent de forts liens, et ce dernier s'est félicité du travail accompli par les métallos de l'USM et leur implication dans la vie de notre organisation à tous les niveaux. Nathalie Capart est intervenue pour faire le point sur les nombreux dossiers qui occupent FO Métaux au niveau national, notamment la négociation en cours sur la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, dont elle a détaillé les thèmes et la méthode. Elle est également revenue sur le récent congrès confédéral et sur les positions décisives de notre Fédération lors de



cet événement qui a marqué les métallos. Gérard Cianarella a ensuite pris la parole pour traiter de la représentativité, des élections professionnelles et du développement syndical ; autant de sujets liés et sur lesquels notre organisation est particulièrement active. Il a par ailleurs précisé que la Fédération pouvait aider l'équipe de l'USM, sous réserve qu'un plan d'action en faveur du développement soit mis au point. Le congrès s'est achevé par un renouvellement de l'ensemble des instances de l'USM, et notamment l'élection de Georgia Bertrand pour succéder à Yasmina Zairi.

Le nouveau bureau

Le nouveau bureau élu est composé de Georgia Bertrand (secrétaire), Christelle Derambure (secrétaire adjointe), Sandrine Pasture (trésorière), Arnaud Godel (trésorier adjoint) et Riad Boulassel (archiviste).

Passage de relais chez PSA Vesoul

Les métallos FO de PSA Vesoul se sont retrouvés le 4 mai pour l'assemblée générale de leur syndicat. Réunis autour de leur secrétaire Sébastien Galmiche, dont la succession était à l'ordre du jour, en présence du DSC adjoint PSA et secrétaire de l'USM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan Pierre Contesse et du secrétaire de l'UD de Haute-Saône Alain Grosdemouge, ils ont fait le point sur l'année écoulée et ont tracé les perspectives pour celles à venir.

L'assemblée générale PSA Vesoul du 4 mai a montré que, parmi les nombreux sujets ayant mobilisé les métallos FO en 2017, les NAO avaient tenu une large place. Grâce à l'action de FO, l'intéressement a été porté à 2 000 euros. Sébastien Galmiche a souligné que si la bonne santé du groupe avait permis de distribuer ce montant, les résultats de PSA s'expliquaient essentiellement par le Nouveau Contrat Social de 2013, négocié et signé par FO. « Les efforts, qui reposaient sur les salariés, ont porté leurs fruits, a-t-il déclaré, et il est normal qu'ils en perçoivent leur juste part. » Il s'est par contre inquiété de l'externalisation du conditionnement et a assuré les participants de la vigilance de FO sur ce dossier. Pierre Contesse s'est ensuite exprimé sur le rachat d'Opel par PSA, qui devrait entre autres permettre au groupe de mieux s'implanter sur le marché allemand. Il a également félicité les métallos pour leurs très bons résultats aux élections professionnelles d'avril 2018 : à Vesoul, FO a gagné près de 4 points pour s'établir à plus de 36 % de représentativité, confortant la place de



numéro 1 de notre organisation sur ce site mais aussi chez PSA. Sébastien Galmiche a également salué l'implantation des métallos FO au troisième collège où notre organisation, pour la première fois, dépasse les 10 %.

Alain Grosdemouge, secrétaire de l'UD de Haute-Saône, les a encouragés à poursuivre leur bon travail de terrain, qui a contribué à hisser FO à presque 25% dans le département. Sébastien Galmiche, qui sera candidat à sa succession lors du congrès de l'UD70 en septembre prochain, a passé le relais à Jean-Yves Poulet au poste de secrétaire du syndicat FO de PSA Vesoul.



1^{ère} Bourse à l'emploi



**100 %
GRATUITE**
**100 %
AUTOMOBILE**

- Publiez ou consultez des offres d'emploi
- Recevez les candidatures par e-mail
- Postulez en ligne
- Consultez ou alimentez la CVthèque
- Créez des alertes e-mail

www.irp-auto.com

La Bourse à l'emploi IRP AUTO est dédiée aux professionnels de la branche des services de l'automobile. Elle propose des offres d'emploi, d'apprentissage ou de contrat de professionnalisation pour l'ensemble des secteurs de l'automobile.



Résolution de la Commission

FO Métaux publie ci-après la résolution adoptée à l'unanimité moins une abstention par la Commission Administrative Fédérale qui s'est réunie les 21 et 22 juin 2017.

Les membres de la Commission Administrative de la Fédération se sont réunis le 22 juin 2018. Ils ont évoqué la situation économique et sociale dans son ensemble, échangé sur les perspectives industrielles pour définir les orientations futures, et élaboré les différentes positions à soutenir et à défendre.

Situation économique et sociale

La croissance mondiale suit son cours et a même progressé de 0,1 % pour s'établir à 3,8 % en 2017. Elle devrait continuer sur cette lancée en 2018, tirée par la zone euro et les Etats-Unis qui sont les deux zones économiques principales. Pour la France, les inquiétudes sont de retour après l'annonce de la Banque de France qui ramène sa prévision de croissance pour 2018 à 1,8 % au lieu de 2,0 %. Ce léger tassement confirme nos interrogations autour de l'économie française, liées aux contextes européen et mondial très agités. Selon l'Insee, le ralentissement de l'économie se confirmerait par le ralentissement des investissements des entreprises et de la consommation des ménages. Rajoutée à ce constat, l'inflation devrait être de l'ordre de 1,8 % cette année. Dans ce cadre, la CA Fédérale revendique des augmentations de salaires.

Malgré cette situation, le taux de chômage devrait continuer à baisser tant que le niveau de croissance sera supérieur à 1,5 %, et la Banque de France prévoit même un taux de chômage proche de 8,2 % pour 2020, soit près de 200 000 créations d'emplois en 2018. En outre, elle juge les entreprises capables de tirer la croissance française, et ce, malgré la guerre commerciale entamée par les Etats-Unis sur les exportations. La taxation de l'acier et de l'aluminium, décidée par le président américain, est du pur protectionnisme. La CA Fédérale exige du gouvernement une réaction, sous l'égide de la France, auprès des instances européennes pour contrer cette concurrence déloyale et défendre l'industrie au niveau européen.

Le renouveau de la politique industrielle française

La CA Fédérale a pris note de l'avancée des labélisations des nouveaux Comités Stratégiques de Filières, qui sont au nombre de 16, et entend bien s'investir

dans ces travaux, comme cela a été fait pour le premier CSF automobile du 16 mai 2018. Celui-ci s'est traduit par la ratification d'un nouveau contrat stratégique entre la filière et le gouvernement pour la période de 2018/2020.

La CA Fédérale note positivement que le groupe Renault va investir un milliard d'euros en France pour adapter quatre de ses usines comme base de développement dans les voitures électriques, tout comme le fait que, STX France va reprendre son nom « Les Chantiers de l'Atlantique » et engendre des commandes. FO revendique que ces navires soient fabriqués en intégralité sur notre territoire.

La CA Fédérale considère que le gouvernement doit être plus transparent et donner plus d'information sur le futur projet industriel Alstom/Siemens car de nombreuses incertitudes pèsent sur ce fleuron du ferroviaire français.

La CA Fédérale demande au gouvernement de s'impliquer davantage dans l'application des accords signés avec les groupes industriels. En effet, le dossier Général Electric a refait surface ces derniers jours sur la promesse d'emplois après la reprise de la branche énergie d'Alstom. Celle-ci n'a pas été respectée, seulement 300 embauches ont été réalisées sur les 1 000 promises. La CA Fédérale revendique l'application de cet accord, et au pire des cas, que la clause d'indemnités de 50 000 euros par emploi non créé soit appliquée.

La CA Fédérale dénonce la décision du groupe Ford suite à l'annonce d'un PSE pour les 910 salariés du site de Blanquefort (33). C'est une fermeture programmée pour septembre 2019 si aucun repreneur ne se manifeste. La CA Fédérale demande au gouvernement de tout mettre en œuvre et de peser de tout son poids au plus haut niveau du groupe Ford pour faciliter une éventuelle reprise, ce que le groupe Ford se refuse à faire pour l'instant.

La CA Fédérale apporte tout son soutien aux 280 salariés du groupe Bolloré directement touchés par la résiliation du service AUTOLIB dans l'agglomération de Paris, salariés qui manifestaient hier autour des drapeaux FO Métaux. La Fédération entend bien défendre leurs intérêts et leur emploi, pour qu'ils ne soient pas les grands oubliés de cette affaire.

Administrative Fédérale

Congrès Confédéral et mobilisation du 28 juin

La CA Fédérale remercie ses nombreux syndicats qui ont participé au Congrès confédéral de Lille. Elle est fière d'avoir entendu autant de métallos à la tribune lors de celui-ci. Le contexte dans lequel il s'est déroulé, a poussé les métallos à défendre notre ADN, à savoir : nos valeurs de liberté et d'indépendance, et plus encore, celle du réformisme de notre maison. La CA Fédérale entend bien rappeler ces valeurs autant de fois qu'il sera nécessaire à toutes celles et ceux qui auront d'autres ambitions. Pour la CA Fédérale, il importe que l'unité de notre organisation soit préservée.

Sans aucune surprise, notre organisation syndicale a un nouveau secrétaire général, Pascal Pavageau, qui souhaite développer un nouveau syndicalisme FO qui serait plus revendicatif. Pour la CA Fédérale, nous avons toujours été combatifs et revendicatifs, ce n'est pas nouveau. Le véritable enjeu, c'est d'avoir les moyens de ses ambitions, et les dernières manifestations organisées pour combattre la loi Travail devraient nous permettre de tirer des conclusions et de définir de nouvelles modalités d'actions. C'est pourquoi, la CA Fédérale approuve la mise en place d'un groupe de travail au niveau confédéral, qui fait suite à la demande de notre Fédération pour discuter de ces futures modalités.

Il convient d'établir une véritable stratégie de conquête et de rapport de force pour défendre les intérêts des salariés. Dans ce cadre, nous nous devons au niveau interprofessionnel, d'avoir comme objectif, de développer notre organisation syndicale en créant de nouvelles implantations et en augmentant notre nombre d'adhérents.

La CA Fédérale rappelle que le combat se gagnera aussi dans les urnes, et qu'il ne faut pas se tromper de stratégie pour les deux années à venir. En effet, avec la mise en place obligatoire des CSE, la nouvelle audience de chaque organisation syndicale sera mesurée début 2020. Ces résultats de demain, seront ceux de nos choix d'aujourd'hui, et il est important d'en prendre conscience.

Afin d'établir le rapport de force nécessaire, et en réaction aux réformes, notre Confédération a décidé de rencontrer toutes les organisations syndicales afin de créer les conditions d'une action commune la plus large possible. Le 12 juin, lors d'une réunion intersyndicale, seulement 2 organisations syndicales de salariés, et 3 de jeunesse (CGT, FO, UNEF, UNL, FIDL) sur 12 étaient présentes afin d'acter une déclaration pour une journée d'action le 28 juin 2018.

Pour la CA Fédérale, il ne faut pas confondre efficacité et précipitation ! La CA Fédérale estime que les conditions d'actions qui doivent être très larges, ne sont pas encore réunies et qu'il faudrait plutôt prendre le temps de construire l'avenir que de brader le passé ! La CA Fédérale rappelle son attachement aux systèmes de retraite actuels, ainsi qu'à leur niveau de pension.

C'est pourquoi, la CA Fédérale n'appellera ni à la grève, ni à la manifestation le 28 juin 2018, préférant rester fidèle au mandat donné au Congrès Confédéral visant à obtenir l'unité d'action la plus large possible. Par contre, elle appelle ses syndicats et sections syndicales à se rapprocher des UD pour préparer l'éventuelle journée d'action interprofessionnelle qui pourrait avoir lieu en septembre.

La CA Fédérale appelle tous les salariés à rejoindre notre organisation syndicale FO, garante de leurs droits afin d'assurer la défense de leurs intérêts dans la liberté et l'indépendance.

CNHI : la relève se prépare

Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) accueillait le 5 juin la coordination FO du groupe CNHI, spécialiste de la motorisation camion, poids-lourd et engins agricoles ou de chantier. Réunis autour de leur coordinateur Patrick Martin et en présence du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, les métallos FO se sont focalisés sur le développement syndical et ses enjeux. Malgré une situation économique tendue, et notamment du chômage partiel du fait d'une baisse des commandes d'Iveco Madrid, un des plus gros clients du groupe, les métallos FO de CNHI ont profité de leur coordination du 5 mai pour réaffirmer leur foi en le développement syndical. La réunion leur a ainsi permis de cibler et de prioriser les différents sites sur lesquels concentrer leurs efforts, à savoir ceux de Fécamp, en Seine-Maritime, de Croix (Nord) et de Vénissieux et Saint-Priest, près de Lyon. Pour les sites lyonnais, qui comptent de nombreux cadres et techniciens, ils savent d'ailleurs pouvoir compter sur le coup des mains des métallos FO de Renault Trucks Vénissieux.

Les discussions ont également porté sur les départs à venir dans les rangs syndicaux de CNHI, à commencer par ceux de Patrick Martin mais aussi celui de Patrick Michaux, du site Iveco Annonay, dont la retraite est imminente. « Les équipes ont fait le nécessaire et la succession est en marche, a constaté Laurent Smolnik. Savoir anticiper ce type de problématique permet de pérenniser non seulement notre syndicalisme mais aussi notre place



dans les entreprises. » Le secrétaire fédéral est revenu, en conclusion, sur la nécessité de suivre la nouvelle formation fédérale sur le CSE car les négociations sur le sujet débutent bientôt chez CNHI. La journée s'est achevée par une visite de ce site ultra-moderne et performant, ainsi que par un échange avec la direction.

IndustriALL Europe : redynamiser l'Europe



Le comité exécutif d'IndustriALL European Trade Union s'est tenu à Sofia, en Bulgarie, les 12 et 13 juin. Le secrétaire fédéral Paul Ribeiro et Stéphane Martegoute, membre de la CA Fédérale, y participaient au nom de notre organisation. La réunion a permis de prolonger la réflexion sur l'action syndicale européenne et d'adopter plusieurs résolutions sur le sujet.

Si la situation économique globale semble s'améliorer, de lourdes disparités subsistent entre les pays de vieux continent. Tous ont cependant un point en commun : les attaques contre les droits fondamentaux, et en particulier les droits syndicaux et la négociation collective, y sont de plus en plus marquées. Malgré des politiques industrielles menées dans certains pays européens, l'absence d'une réelle de politique industrielle européenne ne fait qu'amplifier la tendance. « L'ensemble des adhérents d'IndustriALL Europe demande à l'organisation d'accroître sa présence et ses actions, mais cela suppose que chacun, dans son pays, soit fort et se développe, fait remarquer Paul Ribeiro, car notre force collective repose sur la solidité de chacun. » Sur ces thématiques, le comité exécutif a donc adopté plusieurs résolutions comportant des plans d'action à mettre en œuvre aux échelons national et européen. Les participants ont également fait un focus sur la Bulgarie et les pays de l'Est. « Ils font partie des déçus de l'Europe, analyse le secrétaire fédéral. Eux qui étaient plein d'espoir et d'attentes lors de leur adhésion se sont retrouvés englués dans les politiques d'austérité qui n'ont fait que les appauvrir. »

Les débats se sont logiquement poursuivis sur la question salariale et la nécessaire harmonisation européenne pour éviter le dumping social.

L'Europe syndicale doit se démarquer d'une Europe politique qui ne répond plus aux aspirations de ses peuples, nourrissant le repli sur soi et l'affaiblissement collectif, tel est le constat formulé par le comité exécutif. « Alors que les élections européennes se profilent à l'horizon, l'échec de la politique libérale portée par les gouvernements successifs de la zone Euro doit amener le syndicalisme à être plus que jamais force de proposition, résume Paul Ribeiro. Économie, politique, institutions, industrie, emploi... les questions ne sont pas nouvelles mais sont plus pressantes ! »

À la rentrée, une conférence se tiendra à Vienne sur la négociation collective. Le travail de fond sur cette question se conclura en fin d'année à Bratislava, en Slovaquie. Ce sera également l'occasion d'un bilan de mi-mandat qui servira à préparer le congrès d'IndustriALL Europe de 2020 en Grèce, un pays qui symbolise à lui-seul les expérimentations malheureuses menées au nom de l'austérité depuis le début de la crise.

Bosch : viser la 1^{ère} place

Les métallos FO du groupe Bosch se sont retrouvés dans les locaux de notre Fédération les 14 et 15 juin pour leur coordination. Réunis autour de leur coordinateur Joël Pavluk et du secrétaire fédéral Paul Ribeiro, ils sont revenus sur les problématiques de leur entreprise et notamment sur le défi syndical que constitue la mise en place des CSE.

Les métallos FO de Bosch étaient venus nombreux lors de leur coordination de juin, ce qui n'était pourtant pas évident, tant le groupe est vaste et ses secteurs d'activité multiples. Lors de cette réunion, préparée conjointement par les secrétaires fédéraux Paul Ribeiro et Laurent Smolnik, tous deux concernés par les activités du groupe, le début des négociations sur la mise en place des CSE a largement occupé le débat. En effet, le dossier patine quelque peu, ce qui n'a pas empêché la direction de se lancer dans les protocoles d'accord préélectorales (PAP) dans les différentes sociétés de Bosch. « Il est impératif de fixer le cadre des CSE par un accord préalable aux PAP, a rappelé Paul Ribeiro. C'est ainsi que nous apporterons une réponse collective face à la diversité des secteurs où Bosch est présent. » Les travaux de la coordination ont donc permis d'aboutir à un projet d'accord que FO a pu ensuite proposer à la direction et aux autres organisations syndicales sur le fonctionnement et les moyens du futur CSE afin de favoriser la continuité du dialogue social par une transition harmonieuse entre les anciennes IRP et la nouvelle. « FO agit de manière responsable, comme acteur visible et force de proposition dans la négociation afin de faire



vivre notre syndicalisme », résume Paul Ribeiro.

Les métallos se sont également accordés pour être en mesure de présenter rapidement des listes complètes dans toutes les situations. Suite logique de la discussion, la représentativité a été évoquée, et notamment l'objectif de notre organisation de continuer de progresser, étape après étape, vers la première place. Pour ce faire, il faut poursuivre le développement syndical. Le bilan des forces en présence a montré la nécessité de revitaliser certaines équipes syndicales en difficulté sur plusieurs sites majeurs. Les métallos ont décidé de monter des actions concrètes dans ce but ainsi qu'un plan d'action global.

Récapitulatif des Vos Droits publiés de 2016 à 2018

Chaque mois, la rubrique Vos Droits vous donne des informations simples et pratiques sur des sujets juridiques pour vous aider dans votre action syndicale quotidienne. Vous êtes ainsi en mesure de conseiller rapidement les salariés qui vous sollicitent. Il vous est proposé ce mois-ci un récapitulatif des thèmes traités dans les 24 derniers numéros, également accessibles sur le site internet de FO Métaux www.fo-metaux.com rubrique « Vos Droits ».

Thème	Titre	Date	N°
Congés, jours fériés, autorisation d'absence	La journée de solidarité	Juin 2016	553
	Les congés payés	Mai 2017	563
	La réglementation en matière de jours fériés	Mai 2018	574
	Les congés spécifiques	Mars 2017	561
Accords pénibilité	Le compte personnel de prévention de la pénibilité	Septembre 2016	555
Conventions et accords collectifs	Validité des accords d'entreprise	Novembre 2016	557
	La prime d'ancienneté	Août 2017	565
	Les nouvelles règles de validité des accords collectifs	Juin 2018	575
CDD, Intérim, contrats spéciaux	Les intérimaires	Décembre 2016	558
Santé au travail, maladie maternité, handicap	La constatation de l'inaptitude	Janvier 2017	559
	Les conséquences de l'inaptitude	Février 2017	560
Représentativité	Comprendre la représentativité	Avril 2017	562
Egalité, discrimination	La parité aux élections professionnelles	Juin 2017	564
Temps de travail	Le droit à la déconnexion	Septembre 2017	566
Comité d'entreprise, CCE, CEE, comité de groupe	La mise en place du CSE	Octobre 2017	567
	La mise en place du CSE et le protocole électoral	Février 2018	571
	La Commission Santé Sécurité Conditions de Travail	Avril 2018	573
Formation professionnelle	Le congé de formation économique, social et syndical	Novembre 2017	568
Chiffres utiles	Le site internet de FO Métaux	Décembre 2017	569
Mandats syndicaux	Les statuts du syndicat	Janvier 2018	570
Modification du contrat de travail	La rupture conventionnelle collective	Mars 2018	572

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 575

3	9	4	5	2	8	1	7	6
1	2	8	7	6	3	9	4	5
6	5	7	1	4	9	3	2	8
8	3	6	4	9	1	7	5	2
9	4	2	8	5	7	6	1	3
5	7	1	2	3	6	4	8	9
2	8	3	6	1	4	5	9	7
7	1	9	3	8	5	2	6	4
4	6	5	9	7	2	8	3	1

Sudoku

		5		3				
6			1				4	3
1					6		7	2
		1						9
	6		2		1		8	
4						1		
9	2		6					7
3	1				7			6
				9		8		

Mots croisés n° 576

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 575

S	A	I	S	O	N	N	I	E	R
E	M	M	I	T	O	U	F	L	E
P	E	A		E	M	I		E	V
A	R		E	N		T	O	C	I
R	I	A	N	T	S		R	T	T
A	C	R	E		O	M	B	R	A
T	A	P	E	A	L	O	E	I	L
I	I		Z		T		C	I	
O	N	C	T	U	E	U	S	E	S
N	E	U	T	R	A	L	I	S	E

Horizontalement

A. Bosse sur le front. B. Qui fait pointer mais peu toucher. C. La coupe lui va, pas la veste. D. Coule dans le nord. Préposition. Bien moins qu'un litre. E. Où les paniers n'ont pas d'anse. Lieu d'enchères. F. On les a toujours à l'œil. Pays batave. Un peu de noir sur les bords. G. Au bout de la nuit. Village corse, pas vraiment réputé pour ses fruits de mer. H. Obtenue. Au sein de la fédération. I. Réclame pour améliorer l'ordinaire. J. Experts en combinaison pour passer à droite ou à gauche.

Verticalement

1. Ils appuient sur la détente. 2. Point commun. 3. En éventail. Par la bouche s'il est précédé d'or. Green plutôt que Braun. 4. Touché par la foudre. Antimoine. Le castillan. 5. Sondé sans opinion. Ces grands magasins n'existent plus qu'en Belgique. 6. Dans un tel désordre, encore plus difficile de trancher ce nœud. Il en faut dix pour un mètre. 7. Science des images. 8. Un allemand. Tête à queue. 9. Il exige des billets de sortie. 10. Bonnes conductrices.

Le mot du mois : Equipe

On fait tous partie d'une équipe, et pas seulement les représentants de la France au mondial de football, cette équipe que nous soutenons (et non *supportons*, encore un affreux anglicisme). Dans leur entreprise, beaucoup de camarades font partie de l'équipe de jour, ou de nuit, en tout cas travaillent en équipe, et en outre animent une *équipe syndicale*. Bref, ils font preuve eux aussi, dans leur militantisme quotidien, d'un indispensable *esprit d'équipe*.

Bizarrement, si le verbe *équiper* apparut dès 1155, emprunté au scandinave médiéval *skipa* (aménager, arranger), le nom n'a été que brièvement utilisé au XV^{ème} siècle, dans le vocabulaire de la marine, puis a disparu avant de connaître une nouvelle jeunesse au XIX^{ème} dans le registre sportif. C'est en effet sur les mers que l'on a longtemps rencontré des *équipes*. On se souvient sans doute des vers poignants de Victor Hugo :

« Oh ! combien de marins, combien de capitaines

« Qui sont partis joyeux pour des courses lointaines,

« Dans ce morne horizon se sont évanouis !

[...]

« Combien de patrons morts avec leurs équipages !

Peut-être aussi de la formule par laquelle le général de Gaulle justifiait le 14 juin 1960 l'abandon de nos colonies :

« Il est tout à fait naturel qu'on ressente la nostalgie de ce qui était l'Empire, tout comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages. Mais quoi ! il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités... »

De l'équipe, parfois fine, ou belle, voire sacrée, à *l'équipée* (fait de partir pour une aventure, une promenade en toute liberté), il n'y avait qu'un pas, pourvu qu'on le franchisse avec son *équipement*, éventuellement fourni par un *équipementier*. Il en est de sportifs, ceux qui habillent footballeurs ou joueurs de tennis, mais d'autres aussi -certains camarades le savent bien- qui sont sous-traitants pour l'industrie automobile ou aéronautique.



AG2R LA MONDIALE

Santé et Prévoyance

ON SE COMPREND MIEUX QUAND ON EST PROCHE

Nous sommes l'interlocuteur privilégié des branches professionnelles dans la mise en place et le suivi des régimes de protection sociale complémentaires conventionnels de santé et de prévoyance.

Déployées sur plus de **100 sites en région**, nos équipes de terrain interviennent au plus près des entreprises et des salariés, des employeurs et des particuliers.

Et, **solidaires** parce que nous ne voulons oublier personne, nous renforçons notre **engagement social** auprès des plus fragiles.



**EXPERTISE
ACCOMPAGNEMENT**

PROXIMITÉ

SOLIDARITÉ

Pour en savoir plus :
Joël Bienassis
Direction des Accords Collectifs
Tél. : 01 76 60 85 32
dac-interpro@ag2rlamondiale.fr

NOTRE EXPERTISE ACCOMPAGNE VOS NÉGOCIATIONS

60*
C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES
D'EXPERTISE D'HUMANIS DANS
L'ACCOMPAGNEMENT
DES NÉGOCIATEURS

Qui a dit que vous étiez seul à vous engager pour la protection sociale des salariés ?

Les experts **Humanis** sont à vos côtés et vous conseillent dans la négociation et la mise en place d'accords d'entreprise et de branche en santé, prévoyance et épargne salariale. Acteur majeur de la négociation paritaire collective depuis 60 ans, le Groupe **Humanis** partage les mêmes valeurs et objectifs que vous : l'humain au cœur de la négociation pour le bien-être des salariés.

Contactez votre interlocuteur : **Jean-Paul Lefebvre**
06 08 74 84 75 • jeanpaul.lefebvre@humanis.com

humanis.com